 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération du Grand Annecy
SIRET/SIREN
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Madame la Présidente du Grand Annecy Grand Annecy 46 avenue des Îles BP 90270 74007 Annecy cedex Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48 Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Alexandra SOPPELSA, <i>Chargée de mission PLU/PLUI – GRAND ANNECY</i>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Jérémy PERUZZO, urbaniste
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
SARL ESPACES ET MUTATIONS, 27 rue adrastée, 74650 CHAVANOD
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification n°1 du PLU
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.grandannecy.fr/mon-quotidien/ameliore-mon-cadre-de-vie/amenagement-du-territoire/les-plu-communaux
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
VEYRIER-DU-LAC
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
VOIR ANNEXE 2

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhone-Alpes, approuvé le 19 décembre 2019 et est entré en vigueur le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Bassin Annécien approuvé le 26 février 2014. Une procédure de révision du SCOT a été lancée par délibération du syndicat mixte le 15 décembre 2020.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Le PCAET a été approuvé en Conseil communautaire le 24 juin 2021. Le schéma général d'Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales du Syndicat mixte du Lac d'Annecy (SILA) Programme Local de l'Habitat du Grand Annecy Plan de Mobilités du Grand Annecy

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Par courrier reçu par la DREAL le 27 janvier 2017, la commune de Veyrier-du-Lac a sollicité l'avis de l'Autorité environnementale au titre des articles R. 104-21 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme. Conformément à l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, l'Autorité environnementale ne s'étant pas prononcée dans les trois mois à compter de la date de la saisine, soit le 27 avril 2017, elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
//
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
//
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification n°1 du PLU
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
2 286 hbts en 2020
4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Nota : le reclassement de 0,18ha de la zone N vers la zone U est la conséquence de la décision n° 1802984 du Tribunal Administratif de Grenoble, qui a annulé le classement en zone N de 3 parcelles : le zonage du POS étant donc remis en vigueur sur ces terrains (zones UBB du POS), la présente modification reclasse ce secteur en UB (zonage du PLU opposable).			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	155,8	11,8%	156	11,8%
zones 1 AU	1,2	0,1%	1,2	0,1%
zones 2 AU	0	0%	0	0%
zones A	0	0%	0	0%
zones N	1166,2	88,1%	1166	88,1%
Total	1323,2	100%	1323,2	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

« La commune souhaite réduire la consommation foncière sur son territoire en calibrant de manière fine son développement et diviser environ par 4 cette consommation. Elle souhaite également diviser par deux le nombre de logements produits par an (passer de 12 environ à 6 environ en moyenne) »

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

- Mettre en place deux servitudes au titre de l'article L151-19 du code de l'Urbanisme, pour cône de vue sur le lac depuis la Mairie et le parking de la Poste ;
- Préciser les modalités d'application de la servitude de non altius tollendi ;
- Mettre en cohérence le document graphique suite au jugement n°1800050 du 30 juin 2020 qui annule la délibération du 16 novembre 2017 en tant qu'elle affecte un indice h au classement en zone naturelle de la parcelle AH n°548 et à l'arrêt n°20LY02506 du 8 juillet 2021 qui annule la délibération du 16 novembre 2017 en tant qu'elle identifie une zone humide au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme sur la parcelle AH n°548 ;
- Mettre en cohérence le document graphique suite au jugement n°1802984 du 30 juin 2020 qui annule la délibération du 16 novembre 2017 en tant qu'elle classe les parcelles cadastrées section AD n°172, 173 et 174 en zone naturelle ;
- Modifier l'indice des parcelles AD n°19, 20 et 687 et de la parcelle AN n°167 ;
- Permettre une dérogation aux règles de volumétrie et de recul pour les travaux d'isolation thermique ;
- Mettre à jour les dispositions de l'article 4 du règlement en fonction des nouvelles réglementations du schéma général d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;
- Modifier des points du règlement écrit pour mieux maîtriser la densité foncière, pour encourager la désimperméabilisation des sols et des sous-sols, pour préserver le caractère traditionnel du bâti, pour protéger les voiries, pour mieux adapter les stationnements aux caractéristiques des logements, pour faciliter et améliorer les accès aux constructions et aux garages, pour mettre en concordance la réglementation sur les haies avec celles du Code civil ;
- Modifier et clarifier des points du règlement écrit ;

- Supprimer l'emplacement réservé n°25c situé sur les parcelles AH n°358 et n°359, l'emplacement réservé n°15 et l'emplacement réservé n°29 ;
- Modifier le règlement écrit de la zone AUr pour permettre la construction de serres agricoles démontables.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Sur le secteur de 0,18 ha reclassé en zone constructible suite à la décision du TA (voir annexe n°3). Il s'agit ici d'une dent creuse à proximité du centre-village.

Extrait de la décision du TA : « Leur ouverture à l'urbanisation correspond tant aux critères retenus par le SCoT de terrains de plus de 2 000 m² « situés à l'intérieur des limites du développement de l'urbanisation » que de ceux explicités dans le rapport de présentation de terrains « situés à proximité du centre-village et permettant la réalisation de projets solidaires ». Plusieurs choix d'urbanisation reportés sur le plan en page 352 du rapport de présentation sont nettement plus distants du centre-village que les parcelles en litige, qui ont pu être, dans un premier temps, identifiées comme secteur doté d'un « potentiel de densification ». Il n'est pas justifié qu'ainsi que le soutient la communauté d'agglomération, le maintien de ces parcelles en zone naturelle contribuerait à un équilibre paysager. Par suite, les requérants sont fondés à soutenir que les classements en zone naturelle contestés sont entachés d'erreur manifeste d'appréciation ».

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
0,18 ha sur une dent-creuse à l'amont du centre village, suite à la décision du TA (voir annexe n°3).

- de créer de nouvelles protections environnementales <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Il s'agit de mettre en place deux cônes de vue paysagers depuis la Poste (emprise d'environ 4 ha) et depuis la mairie (emprise d'environ 11 ha).



- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

-Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

-Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

-Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

-Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

-Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

-Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non


Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'a aucune incidence sur le parti d'urbanisme retenu et notamment sur la notion d'urbanisation en continuité.
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'a aucune incidence sur le parti d'urbanisme retenu et notamment sur les dispositions de protection aux abords du rivage.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	FR8201720 - Cluse du Lac d'Annecy
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SI530 – Défilé et pont Saint Clair SI663 – Terrains et maisons des pensées SI553 – Lac d'Annecy SI691 – Rives du Lac d'Annecy
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRN approuvé le 25/08/2010
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Château de Fesigny inscrit le 22 juin 1993
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Oui, sur les parties hautes du territoire communal</p> <p>Cf cartographie du DOO du SCoT ci-dessous</p>  <p> <input type="checkbox"/> Espaces urbanisés <input type="checkbox"/> Principaux obstacles au déplacement de la faune <input type="checkbox"/> Principales continuités écologiques à préserver (PADD) <input checked="" type="checkbox"/> Corridors écologiques <input checked="" type="checkbox"/> CLASSE 1A <input checked="" type="checkbox"/> Espaces naturels d'intérêt écologique majeur, réservoirs de biodiversité terrestre, aquatique et zones humides <input checked="" type="checkbox"/> CLASSE 1B <input checked="" type="checkbox"/> Espaces naturels d'intérêt écologique, en extension des réservoirs de biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> CLASSE 2 <input checked="" type="checkbox"/> Espaces de "nature ordinaire", relais des réservoirs de biodiversité <input type="checkbox"/> Espaces naturels, agricoles et aménagés ne présentant pas d'intérêt écologique avéré </p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>ZNIEFF de type 1 820031681- Mont Veyrier, Mont Baron et Mont Barret</p> <p>ZNIEFF de type 2 82003168 – Centre du Massif des Bornes 820005231 - Ensemble fonctionnel formé par le Lac d'Annecy et ses annexes</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	554 ha d'EBC sont identifiés au Plu opposable.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'a aucune incidence sur le parti d'urbanisme retenu et notamment sur les dispositions de protection aux abords du rivage.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRN approuvé le 25/08/2010
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?

D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	FR8201720 - Cluse du Lac d'Annecy
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SI530 – Défilé et pont Saint Clair SI663 – Terrains et maisons des pensées SI553 – Lac d'Annecy SI691 – Rives du Lac d'Annecy
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Château de Fesigny inscrit le 22 juin 1993
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Nota : un secteur N « humide » avait été identifié au PLU de 2019 (le seul secteur Nh du PLU), mais le tribunal administratif a estimé qu'il « n'est pas contesté qu'aucune zone humide n'a été précisément identifiée et délimitée sur la parcelle en litige ». Pour rappel, aucune zone humide n'a été inventoriée sur le territoire communal. Ainsi, le terrain en question est reclassé en secteur N (application de la décision du tribunal).
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 1 820031681- Mont Veyrier, Mont Baron et Mont Barret ZNIEFF de type 2 82003168 – Centre du Massif des Bornes 820005231 - Ensemble fonctionnel formé par le Lac d'Annecy et ses annexes
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les protections L151-19 du PLU opposable concernent les bâtiments patrimoniaux.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les protections L151-23 du PLU opposables concernent les espaces verts, les haies, les zones pelouses sèches, une zone humide et des cônes de vue à préserver.</p> <p>La présente procédure vient renforcer les protections sur le territoire communal en identifiant 2 nouveaux cônes de vue.</p> <p>Seule est supprimée l'identification d'une zone humide « potentielle », puisque l'absence de zone humide a été actée par le tribunal administratif.</p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

6.1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

La commune est incluse dans le site Natura 2000 « Cluse du Lac d'Annecy ». Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification n°2 sont de nature à avoir un impact positif :

- En supprimant les règles dérogatoires en cas de démolition-reconstruction en secteur proches du lac « UHL » et « UL » : en cas de démolition, ce sont les règles applicables aux constructions nouvelles qui s'appliquent

- En mettant en place deux nouveaux cônes de vue pour mettre en valeur le site depuis l'espace urbain.

6.2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

L'ensemble des modifications, comme décrit ci-dessus ne porte pas sur des surfaces soumises à zonage environnemental. Une grande partie des évolutions consiste à mieux maîtriser la densification, en majorant le pourcentage d'espaces verts de pleine terre exigible en zone UB.

La modification concernant la zone AUr est aussi favorable, en décalant l'ouverture à l'urbanisation au 1^{er} janvier 2028. D'ici cette date, le futur PLUiHMB devrait entrer en application. Entre temps, les serres agricoles seront autorisées dans cette zone, aujourd'hui d'usage agricole.

Le reclassement du secteur Nh en N n'a pas d'incidence sur l'occupation actuelle du sol.

Seul 0,18 ha de dent-creuse est reclassé en secteur UB. Il s'agit d'un pâturage permanent : cet habitat comporte une diversité végétale assez faible. En effet, le couvert végétal est réduit en raison de la pression de pâturage.



Les autres évolutions n'appellent pas de commentaires par rapport à cette thématique.

6.3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Aucune zone humide n'est identifiée sur le territoire. Un secteur Nh pour une zone humide potentielle avait été zoné au PLU de 2019 mais, suite à la décision du TA, il s'est avéré qu'il ne s'agissait pas d'une zone humide.

6.4 La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

La modification n°1 n'ouvre pas à l'urbanisation de nouvelles zones ; les besoins en eau des zones sont donc inchangés.

Les autres évolutions sont sans effet sur les besoins en eau potable, dans le sens où aucune nouvelle construction n'est envisagée.

Le fait de différer l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUr et de diminuer les possibilités de construire en zone UB va dans le sens de limiter la pression sur la ressource.

6.5 La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

La modification n°1 a un effet positif sur la gestion des eaux pluviales, en intégrant les nouvelles dispositions du schéma de gestion des eaux pluviales du Grand Annecy ; de plus les espaces de pleine terre

sont majorés en UB, ce qui assure une meilleure infiltration des eaux sur site (lutte contre l'assèchement des sols).

6.6 La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La modification n°1 est sans effet sur l'assainissement dans la mesure où il n'y a pas de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation. Les règles relatives à l'assainissement ne sont pas modifiées.

6.7 La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

L'ajout des deux cônes de vue aura un effet positif sur le paysage. La modification de la règle de « *non altius tolendi* » vient simplement préciser les modalités d'application et prendre en compte la situation existante.

La modification n°1 ne modifie aucune règle ni aucun repérage patrimonial ; elle est sans effet sur le patrimoine bâti.

6.8 La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Aucun site Basol ou Basias n'est concerné par la modification n°1 du PLU. La procédure n'affecte également aucune ICPE.

La modification n°1 n'est pas de nature à augmenter les volumes de déchets.

6.9 La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

Les évolutions portées par la modification n°1 sont sans effet sur les risques et les nuisances.

6.10 La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La procédure ne change pas le parti d'aménagement du PLU.

La modification n°1 peut avoir une incidence positive par :

- la majoration des espaces verts de pleine terre (confort climatique)
- par des règles plus favorables à la mobilisation du bâti existant plutôt qu'un projet de démolition-reconstruction (meilleure empreinte carbone)

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Février 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>) <u>directement intégré au formulaire</u>	<input type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Décisions du TA de Grenoble concernant le reclassement de 0,18 ha en zone U et le reclassement du secteur Nh en N.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Annecy	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	LARDET	Prénom	Frédérique
Qualité	Présidente		
Signature			

